

Distr.  
GENERALE

E/C.12/1992/SR.16  
8 décembre 1992

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMITE DES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Septième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 16ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le 4 décembre 1992, à 15 h 30.

Président : M. ALSTON

#### SOMMAIRE

Examen des rapports (suite)

- a) Rapports présentés par les Etats parties conformément aux articles 16 et 17 du Pacte (suite)
- Panama

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 15 h 25.

EXAMEN DES RAPPORTS (point 5 de l'ordre du jour) (suite)

a) RAPPORTS PRESENTES PAR LES ETATS PARTIES CONFORMEMENT AUX  
ARTICLES 16 et 17 DU PACTE (suite)

PANAMA (E/1989/5/Add.8, E/C.12/WG/1992/CRP.5/Rev.1)

1. Sur l'invitation du Président, M. VELASQUEZ et Mme VALLARINO (Panama) prennent place à la table du Comité.

2. M. VELASQUEZ (Panama) indique que la délégation panaméenne se tient à la disposition du Comité pour répondre aux questions de ses membres concernant les renseignements complémentaires présentés par le Panama sous la cote E/1989/5/Add.8. Il précise que, dans la mesure où il ne s'agit pas d'un rapport à proprement parler, lesdits renseignements complémentaires ne comportent pas de nouvelles données précises quant à l'application des droits économiques, sociaux et culturels au Panama.

3. Le PRESIDENT rappelle à la délégation du Panama que l'objet de cet examen est de préciser certaines questions soulevées par le Groupe de travail de présession, afin de permettre au Comité d'adopter les observations finales concernant le Panama.

4. M. SIMMA constate qu'aux paragraphes 26 et 27 des renseignements complémentaires présentés par le Panama (E/1989/5/Add.8), il est indiqué que l'ambassadeur du Panama à Genève répondra aux questions de MM. Simma et Wimer Zambrano. M. Simma souhaiterait par conséquent recevoir des réponses à ces questions.

5. M. VELASQUEZ demande que les membres du Comité lui rappellent lesdites questions.

6. Le PRESIDENT se demande s'il est vraiment nécessaire, à ce stade, de répéter lesdites questions. Il rappelle que le document présenté par le Panama date du 22 avril 1992 et qu'il est censé se fonder sur les comptes rendus analytiques de la sixième session du Comité, qui contiennent les questions posées par les membres du Comité.

7. M. NENEMAN estime que les renseignements complémentaires présentés par le Panama ne répondent pas de manière précise aux questions posées par les membres du Comité. Il y est souvent déclaré qu'"actuellement aucun renseignement n'est disponible à ce sujet". M. Neneman aimerait savoir quand ces renseignements seront disponibles et sous quelle forme. Sans ces réponses, le Comité ne peut pas progresser dans ses travaux. Il propose, par conséquent, que le Comité réexamine les renseignements complémentaires à une date ultérieure.

8. Le PRESIDENT estime que le Comité devrait mentionner dans ses observations finales sur le Panama que le dialogue n'a pas été satisfaisant sur certains points, en précisant quels sont ces points.

9. M. SIMMA précise que sa question avait trait au droit au logement, aux expulsions qui ont eu lieu à Panama City et à la situation des victimes des bombardements d'El Chorillo. S'il est vrai qu'à certains égards les préoccupations du Comité n'ont plus de raison d'être, comme c'est le cas pour les victimes hébergées dans le campement d'Albrook Field, qui ont été relogées (E/1989/5/Add.8, par. 94), le problème du logement au Panama semble néanmoins très urgent. M. Simma propose que le Comité invite le Panama, comme il l'avait fait dans le cas de la République dominicaine, à accepter qu'une mission, composée d'un ou de plusieurs représentants du Comité, se rende sur place afin d'étudier la question.

10. D'autre part, M. Simma juge inacceptable qu'un gouvernement demande que des corrections soient introduites dans le texte du projet de rapport du Comité, comme le Gouvernement panaméen l'a fait aux paragraphes 64 à 87 du document E/1989/5/Add.8. Il s'étonne que le secrétariat ait apporté au projet de rapport certaines des modifications demandées par le Panama sans demander l'avis des membres du Comité, car seul le Comité peut décider de modifier son projet de rapport. Les changements que le secrétariat a choisi d'apporter au projet de rapport n'ont heureusement pas affecté le fond du problème, mais il s'agit d'une question de principe et il est important de souligner que seul le Comité peut apporter des changements aux documents qu'il adopte.

11. Le PRESIDENT croit comprendre que le Rapporteur a été consulté en la matière et fait observer que les changements importants que le Panama a demandés quant au fond n'ont pas été acceptés.

12. En ce qui concerne la question qui préoccupe actuellement le Comité, le Président rappelle que le Comité est saisi de deux propositions, l'une consistant à reporter l'examen des renseignements complémentaires présentés par le Panama et l'autre consistant à offrir au Panama les services d'un ou de plusieurs représentants du Comité pour étudier sur place les questions soulevées.

13. M. VELASQUEZ (Panama) estime que ce qui apparaît dans le rapport du Comité sur sa sixième session ne correspond pas exactement à ce que la délégation du Panama a dit à cette session. Par conséquent, la délégation du Panama est en droit de proposer des modifications, qui doivent être consignées dans le compte rendu analytique de la présente séance.

14. En ce qui concerne le droit au logement, le représentant du Panama souligne que son pays, comme de nombreux autres pays en développement, connaît, entre autres, des problèmes de logement. Néanmoins, certains de ces problèmes, liés aux suites de l'invasion du pays, ont été résolus depuis l'année passée.

15. M. SIMMA estime que, même si le Comité se contente des renseignements complémentaires présentés par le Panama dans le document E/1989/5/Add.8, il doit indiquer, dans ses observations finales, qu'il ne peut, en aucun cas, accepter les observations figurant dans les paragraphes 64 et suivants.

16. En ce qui concerne le droit au logement, M. Simma souligne que la question posée a trait à ce qui s'est passé en 1990 et non à la situation actuelle en matière de nouveaux logements. D'autre part, la situation reste

préoccupante en matière d'expulsions. Il en veut pour preuve les expulsions ayant eu lieu à Panama Viejo, avec la participation des forces armées américaines, et dont témoignent des photographies qu'il montre au Comité.

17. Le PRESIDENT dit que le Comité ne doit pas s'engager dans une polémique portant sur des faits précis et que la meilleure solution serait sans doute de proposer au Panama d'envoyer un membre du Comité pour étudier la question sur place. Le Comité ne peut en effet pas se contenter de noter qu'il est confronté à des informations contradictoires.

18. M. TEXIER indique qu'il est en possession d'un document établi par l'ONG "Coalition internationale Habitat", qui a effectué une mission au Panama du 13 au 16 novembre 1992 afin de vérifier les faits dénoncés au cours de la sixième session du Comité. Il estime que le Comité ne peut pas laisser subsister une contradiction entre son rapport, qu'il se doit d'assumer entièrement, et les déclarations d'Etats parties qui contestent ce rapport. Il importe donc de faire la lumière à ce sujet. M. Texier soutient, par conséquent, la proposition visant à envoyer un membre du Comité sur place afin d'examiner la question. Cette solution permettrait de sortir de l'impasse actuelle et, de plus, créerait un précédent.

19. Le PRESIDENT précise qu'il existe déjà un précédent en la matière car le Comité a déjà envisagé pareil procédé dans le cas d'un autre Etat et le Conseil économique et social l'a entériné en principe.

20. Mme BONOAN-DANDAN appuie vigoureusement la proposition tendant à envoyer un expert sur le terrain, estimant qu'il en va de l'intégrité du Comité : pour utile que soit le travail fait en l'occurrence par l'organisation non gouvernementale en question, le Comité se doit d'établir lui-même les faits pour bien montrer aux Etats parties que, tout en restant à l'écoute de sources d'information tierces, il ne compte que sur lui-même pour connaître la vérité.

21. M. SPARSIS rappelle que le procédé consistant à vérifier sur place l'exactitude d'informations contradictoires ou d'allégations de violations des droits de l'homme n'a rien de bien nouveau au sein du système des Nations Unies. Cela dit, le Comité pourrait envisager de confier le soin d'effectuer pareille vérification à un tiers qu'il désignerait mais qui agirait en toute indépendance.

22. M. VELASQUEZ (Panama) reconnaît que les désordres qui ont suivi l'invasion du Panama ont fort bien pu donner lieu à des violations des instruments relatifs aux droits de l'homme ainsi que de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, et obliger certaines personnes qui avaient perdu leur toit à se contenter provisoirement d'un logement de fortune ou à occuper des édifices publics, notamment des écoles. Il n'en demeure pas moins que les autorités ont fini par attribuer à ces personnes-là un nouveau logement ou une indemnité pécuniaire leur permettant de se reloger. Cependant, certaines de ces personnes ont dû estimer que les logements de fortune où elles s'étaient installées leur suffisaient amplement. En pareil cas, les autorités ont été réduites à les en expulser, ce qui n'a pas été chose facile étant donné les dispositions législatives très strictes qui, au Panama, protègent les locataires. Il y a

donc tout lieu de croire que les photos dont il a été fait état à la présente séance ont été prises durant cette période critique qui a suivi l'invasion et qui n'a d'ailleurs guère duré - d'autant plus qu'il y figure des troupes des Etats-Unis, qui n'interviennent plus depuis longtemps dans ce genre d'opération. Le représentant du Panama demande si les photos portent une date et, dans l'affirmative, laquelle.

23. En ce qui concerne le document auquel M. Texier s'est référé, M. Velasquez ne saurait se prononcer sur la teneur d'un texte dont il n'a pas reçu communication et dont il ne connaît pas l'auteur, censé être une organisation non gouvernementale. Pour sa part, il hésiterait à ajouter foi, sans autres preuves, aux dires d'organisations de ce type, car il a pu constater lui-même que certaines d'entre elles, sous couvert de défendre les droits de l'homme, poursuivaient en fait des buts politiques et faisaient feu de tout bois pour saborder un gouvernement élu ou justifier des dictatures, communistes ou autres. Le représentant du Panama souhaiterait avoir de plus amples renseignements sur le document en question.

24. M. SIMMA indique que les photos en question datent du 22 mars 1990; il donne lecture d'un article paru le lendemain dans le journal panaméen Critica libre, selon lequel, la veille, dans les premières heures du matin, environ 250 familles auraient été expulsées des terrains appartenant à l'Etat qu'elles occupaient depuis plusieurs mois, à Panamá Viejo - une centaine d'agents du groupe d'intervention antiémeute des forces de l'ordre panaméennes auraient obligé les squatters à quitter leurs abris, qu'ils auraient ensuite détruits. C'est précisément à ce genre de faits que le Gouvernement panaméen oppose un démenti formel, au paragraphe 95 du document contenant ses renseignements supplémentaires. De l'avis de M. Simma, le journal Critica libre semble pourtant rapporter les événements avec objectivité et ne paraît être ni gauchiste, ni subversif. Le seul moyen de trancher la question serait sans doute d'envoyer un expert sur place.

25. Le PRESIDENT constate que les experts qui se sont exprimés se sont tous déclarés favorables à l'idée d'examiner en temps opportun le projet de recommandations du groupe de travail de présession (E/C.12/WG/1992/CRP.5/Rev.1) concernant les renseignements complémentaires fournis par le Gouvernement panaméen et de proposer l'envoi d'un expert à Panama pour établir les faits relatifs aux points soulevés par le Comité. En l'absence d'objection, il considérera que le Comité décide de procéder ainsi.

26. Il en est ainsi décidé.

27. Mme VALLARINO (Panama) dit que le Gouvernement panaméen a la ferme intention de donner pleinement satisfaction au Comité. C'est dans un tel esprit qu'il s'est efforcé de répondre, dans le document contenant ses renseignements complémentaires, à tous les points restés en suspens à l'issue de l'examen de son rapport par le Comité en 1991. Au cas où il y aurait encore des questions non réglées, la délégation panaméenne serait disposée à apporter tous les éclaircissements possibles, tout comme le gouvernement le ferait par écrit, si telle était la procédure à suivre. Mme Vallarino prie le Comité de bien vouloir dresser, le cas échéant, la liste des points sur lesquels il souhaiterait avoir des précisions. En ce qui concerne le document publié par

l'organisation non gouvernementale en question, la représentante du Panama serait obligée au Comité d'en faire tenir un exemplaire aux autorités panaméennes, afin qu'elles puissent y répondre par écrit. En outre, Mme Vallarino voudrait savoir à quel précédent le Comité se réfère en s'offrant à envoyer au Panama une mission d'établissement des faits - la Commission des droits de l'homme, par exemple, n'entreprend pareille opération qu'en cas de violations graves. Enfin, la représentante du Panama demande au Comité s'il ne pourrait pas surseoir à sa décision.

28. Le PRESIDENT tient à préciser que les organes conventionnels, de par leur mandat et leurs méthodes de travail, se distinguent tout à fait de la Commission des droits de l'homme et que l'on ne saurait comparer l'offre faite par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels d'envoyer un expert pour constater les faits sur place dans un esprit de dialogue, à la désignation, par la Commission des droits de l'homme, d'un rapporteur spécial chargé d'enquêter sur des allégations de violations. Il répète que l'idée d'envoyer des experts sur le terrain a déjà été proposée par le Comité et explicitement approuvée par le Conseil économique et social. En outre, il y a lieu de noter qu'à leur réunion de 1992, les présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux sont tombés d'accord pour encourager une telle démarche, garante de l'efficacité de ces organes - le Comité des droits de l'enfant, par exemple, a institué une procédure de visites sur place, cependant que le Président du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a fait part au Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme du vœu de l'organe qu'il représentait d'adopter une telle manière de procéder, qui donnerait satisfaction à tous les intéressés, y compris les Etats parties. Par conséquent, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels ne sort pas du cadre de procédure tracé par l'ensemble des organes conventionnels en proposant au Gouvernement panaméen de lui envoyer un expert pour élucider les faits. Il n'a d'autre but que de poursuivre le dialogue avec l'Etat partie et de lui donner la possibilité de faire connaître son point de vue. Cette offre n'empêche d'ailleurs pas le Gouvernement panaméen de répondre aux questions posées par le Comité en fournissant par écrit un complément d'information, dont le Comité pourrait prendre note avec satisfaction au moment d'adopter le projet de recommandations du groupe de travail concernant le Panama.

29. Mme VALLARINO (Panama) remercie le Président de ces éclaircissements. Elle affirme que le Gouvernement panaméen, qui est un gouvernement démocratique, ferait bon accueil à tout membre du Comité qui souhaiterait se rendre au Panama. Toutefois, elle souhaiterait vivement que le Comité sursoie à sa décision et donne au gouvernement la possibilité d'examiner le document de l'organisation non gouvernementale en question, de lui faire part de son avis sur la teneur de ce document et de lui soumettre par écrit tout complément d'information détaillé qu'il pourra demander. La représentante du Panama est convaincue que ces réponses écrites suffiront à donner pleinement satisfaction au Comité sans qu'il soit besoin d'envoyer un expert sur place.

30. M. SIMMA signale que l'organisation en question vient de lui indiquer qu'elle pourrait remettre un exemplaire de son document aux représentants de l'Etat partie visé le lundi 7 décembre.

31. Le PRESIDENT fait observer que le Comité devra de toute manière reprendre toutes questions restées en suspens au moment d'adopter les observations finales concernant le Panama et demande si les experts veulent saisir cette occasion pour réfléchir plus avant à la décision qu'ils ont prise.

32. Mme IDER estime que les membres du Comité devraient effectivement se ménager la possibilité d'étudier plus à fond le document émanant de l'organisation non gouvernementale pour déterminer ensuite s'ils souhaitent maintenir leur offre d'envoyer un représentant du Comité au Panama ou faire droit à la demande de la délégation panaméenne et reporter cette offre à la session suivante.

33. Le PRESIDENT constate que le Comité décide de procéder ainsi. Il déclare que le Comité a achevé l'examen des renseignements complémentaires présentés par le Panama (E/1989/5/Add.8).

34. M. Velasquez et Mme Vallarino (Panama) se retirent.

La séance est levée à 16 h 40.